

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017



***INNOVER
DANS LA LUTTE
CONTRE LA
PAUVRETÉ***

**Action
Tank
Entreprise
& Pauvreté**

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION	2
LES 3 PILIERS DE L'ACTION TANK	2
LE MOVEMENT FOR SOCIAL * BUSINESS IMPACT	3
LES ACTEURS DE L'ACTION TANK	4
RAPPORT D'ACTIVITE 2017	7
VIE DE L'ASSOCIATION	7
COMMUNICATION / VISIBILITE	7
EVENEMENTS DE L'ACTION TANK	7
PROSPECTIVES 2018	9
DEVELOPPEMENTS	9
PROGRAMME MALIN	11
OPTIQUE SOLIDAIRE	13
MOBILIZE – GARAGES RENAULT SOLIDAIRES	15
CLUB MOBILITE	17
CONSTRUCTION DE LOGEMENTS ABORDABLES	19
RENOVATION ENERGETIQUE DES COPROPRIETES FRAGILES	21
ACCES DIRECT AU LOGEMENT POUR LES SANS-DOMICILE	23
SOLITUDE DES SENIORS	25
ASSURANCE MULTIRISQUE HABITATION	27
ACCES A L'EMPLOI	29
ACTION TANK SENEGAL	31
ANNEXE : LISTE DES MEMBRES COTISANTS EN 2017	33
ENTREPRISES MEMBRES	33
ASSOCIATIONS MEMBRES	33

Présentation de l'association

L'Action Tank Entreprise et Pauvreté, association loi 1901, créée en novembre 2010, est une initiative collaborative qui réunit entreprises, pouvoirs publics, associations et monde académique afin de permettre le développement de projets concrets ayant un impact sur la réduction de la pauvreté en France et susceptibles d'être déployés à grande échelle.

Les 3 piliers de l'Action Tank



Le Social Business est une démarche pérenne et innovante largement utilisée par l'Action Tank pour lutter contre la pauvreté.



Les divers acteurs impliqués participent aux groupes de travail et travaillent de pair avec l'Action Tank pour trouver de nouveaux modèles économiques.



L'expérimentation est une étape clé de notre approche. Les projets pilotes permettent de valider le choix du modèle économique.

- **Le Social Business : innover contre la pauvreté**

Développé par Muhammad Yunus, prix Nobel de la Paix en 2006, le *Social Business* est un concept qui vise à répondre à une problématique sociale dans une démarche entrepreneuriale. Dans cette démarche, l'objectif est d'abord de créer un impact social. D'un point de vue économique, le *Social Business* vise l'équilibre du système sans pertes ni gains ; les profits générés sont entièrement réinvestis dans l'activité.

Cette approche intéresse un nombre important de grands groupes français qui développent des initiatives pour mettre des biens et services essentiels à la portée des plus modestes ou bien s'inspirent de cette approche dans leur démarche de Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE) tant en France que dans les pays en développement.

Dans cette dynamique, la Chaire Social Business / Entreprise et Pauvreté d'HEC est créée, afin de contribuer au développement d'une économie plus inclusive, créatrice de valeur économique et sociétale. S'appuyant initialement sur deux piliers, l'enseignement et la recherche, la démarche de la Chaire s'est vu compléter par la création d'un « Action Tank », une nouvelle entité dont le but est de co-construire des modèles de *Social Business* innovants avec des entreprises, la société civile et les pouvoirs publics, afin de lutter contre la pauvreté.

- **Création d'écosystèmes autour de l'entreprise**

Sur chaque problématique abordée, l'Action Tank organise des groupes de travail avec les parties prenantes, afin d'appréhender le sujet globalement puis de trouver des solutions spécifiques. Les partenaires travaillent en étroite collaboration avec l'Action Tank en mêlant savoir académique ou théoriques, réalisation d'études et définition de stratégies entrepreneuriales – stratégies de communication spécifiques à nos publics par exemple. Ces partenariats ont permis l'émergence de modèles innovants, comme l'approche coût global en termes de logement ou la forfaitisation des dépenses d'automobilité.



De plus, l'Action Tank permet une confrontation régulière des projets et une fertilisation dans les approches et la détection de problématiques transversales. Pour ce faire, l'Action Tank organise mensuellement un comité de pilotage, lieu de rencontres des porteurs de projets.

- **Preuve par l'expérimentation**

L'Action Tank met en œuvre une démarche projet centrée sur sa volonté d'expérimenter les solutions conçues par les groupes de travail. Cela permet d'abord d'ajuster les éléments clés du projet mais aussi de démontrer sa pertinence en vue d'un déploiement à grande échelle.



DESIGN - Afin d'explorer une problématique, l'Action Tank met en place un groupe de travail composé de toutes les parties prenantes d'une thématique donnée. L'objectif est de mobiliser les acteurs en les faisant réfléchir ensemble à une solution théoriquement adéquate au problème ciblé. Pour cela, organismes publics, associations, entreprises ou encore sphère académique se retrouvent régulièrement pour échanger et étudier le spectre des possibles.



EXPERIMENTATION - Une fois les contours du projet définis, l'Action Tank teste en grandeur nature les solutions proposées par l'équipe d'experts. La confrontation de la théorie avec la réalité nécessite un certain nombre d'ajustements tant sur les processus que sur l'offre ou la démarche proposée.



DEPLOIEMENT - Lorsque la phase d'expérimentation a permis d'aboutir à une solution pertinente avec l'impact social souhaité, le projet passe en phase de déploiement. Les partenariats établis en amont du projet s'avèrent primordiaux pour une extension efficace de l'offre ou la démarche proposée par l'Action Tank.

Le Movement for Social * Business Impact

En 2016, l'Action Tank et la Chaire d'HEC ont souhaité faire un retour d'expérience depuis leur création respective et se projeter à moyen terme sur leurs ambitions en y associant leurs membres.

Fin 2016, 6 entreprises ont souhaité accélérer les travaux de la Chaire et de l'Action Tank, tant du point de vue de l'enseignement et de la recherche académique que de la mise en œuvre de projets innovants.

Aussi, sous la coordination de Rodolphe Durand, fondateur et directeur académique du centre SnO d'HEC Paris, 5 membres de l'Action Tank – Danone, Renault, Schneider Electric, Sodexo et Veolia – participent à des sujets de recherche académique sur la thématique de l'économie inclusive.

Les sujets de recherche collectivement identifiés sont les suivants :

- Danone (avec Mark Desjardine) : l'impact de l'activisme des fonds spéculatifs sur la performance sociale des entreprises
- Schneider Electric (avec Luc Paugam) : l'impact des stratégies RSE sur l'inclusion des entreprises cotées dans les indices de performance responsable
- Renault (avec Olivier Chatain) : l'évaluation d'impact du programme Mobiliz
- Veolia (avec Bertrand Quélin) : les formes hybrides de partenariats public-privé
- Sodexo (avec Eric Mengus) : comment favoriser la confiance dans des monnaies privées

D'autres sujets de recherche plus transversaux ont été identifiés, comme les travaux de Marieke Huysentruyt dans la sphère de l'économie comportementale, et ceux de Zachariah Rogers et Sookyoung Lee sur l'évaluation d'impact social.

Le 6^{ème} membre – Total – a souhaité élargir sa participation vers l'international et étudie la faisabilité, avec l'Action Tank, de la mise en place d'un Action Tank en Afrique, projet en cours de développement en 2017.

Les acteurs de l'Action Tank

L'Action Tank rassemble :

- Des entreprises (dirigeants et chefs de projets opérationnels)
- Des pouvoirs publics
- Des professionnels du secteur social et de la lutte contre la pauvreté : associations, structures d'insertion, etc.

Les entreprises sont volontaires et co-responsables de l'ensemble du processus. L'engagement de principe de la direction générale et la mobilisation d'équipes opérationnelles garantissent l'avancement des projets identifiés au sein de chaque entreprise.

- **Les entreprises membres en 2017**



- **Les associations et organismes membres en 2017**



- **Les associations et organismes publics partenaires en 2017**



- **Les partenaires privilégiés**

L'Action Tank travaille en étroite collaboration avec la Chaire HEC « Social Business/Entreprise et Pauvreté », qui a été à l'initiative de sa création. Ces deux structures mettent en commun leurs efforts afin de favoriser la recherche académique dans le domaine de la lutte contre la pauvreté.



- **Le Conseil d'administration**

L'Assemblée Générale du 12 avril 2017 a procédé à l'élection du conseil d'administration qui s'est réuni le 04 mai 2017 pour procéder à l'élection des membres du bureau.

- › **Président d'honneur** : Pr. Muhammad Yunus
- › **Co-Présidents** :
 - Martin Hirsch, Directeur Général de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris
 - Emmanuel Faber, Président Directeur Général de Danone
- › **Trésorier**
 - Essilor, représenté par Bernhard Nuesser, Président Europe
- › **Secrétaire**
 - Renault, représenté par Oliver Faust, Directeur RSE, et Directeur de la Fondation
- › **Administrateurs**
 - François Dalens, Vice-Président du Boston Consulting Group
 - Saskia Bruysten, Fondatrice et Directrice du Yunus Social Business Centre
 - Bouygues Bâtiment Ile-de-France, représenté par Stéphane Slama Royer, Directeur Général Bouygues Habitat Social
 - Schneider Electric SA, représenté par Gilles Vermot-Desroches, Directeur Développement Durable
 - Sodexo, représenté par Denis Machuel, Directeur Général Monde Services Avantages et Récompenses et Services aux Particuliers et à Domicile, et Directeur Digital Groupe
 - Total, représenté par Manoëlle Lepoutre, Directeur du Développement Durable
 - Veolia, représenté par Laurent Auguste, Directeur Innovation et Marchés
 - Croix-Rouge française, représentée par Françoise Fromageau, Secrétaire nationale
 - Habitat et Humanisme, représentée par Bernard Devert, Fondateur

Rapport d'activité 2017

Vie de l'association

En 2017, l'Action Tank a organisé :

- 2 Conseils d'administration (le 4 mai et le 5 octobre)
- 1 Plénière thématique (le 25 septembre)
- 1 Corporate Action Tank Summit (le 8 novembre)

L'année 2017 a vu l'équipe de l'Action Tank connaître de fortes évolutions avec l'arrivée de nouveaux chefs de projets : Christian Gaussen (octobre) sur le projet Action Tank Afrique au Sénégal, Victor Marbacher (octobre) en renfort sur le Club Mobilité et Manon Caillon (novembre) sur les projets de lutte contre la solitude des séniors et l'assurance MRH.

Fin 2017, l'Action Tank compte donc 1 directeur (Jacques Berger) et 9 chefs de projets : Guillaume Ginebre, Quiterie de Rorthays, Nicolas Douziech, Claire Lot, Julie Laurent, Joël Lecocq, Christian Gaussen, Victor Marbacher et Manon Caillon.

Communication / Visibilité

L'année 2017 a été marquée par la refonte du rapport d'activité 2016 favorisant une communication visible et claire sur les programmes de l'Action Tank avec les acteurs rencontrés.

La présentation des programmes de l'Action Tank a également été restructurée en 3 axes (prix, accessibilité, accompagnement) facilitant une présentation homogénéisée pour tous les programmes et permettant une compréhension rapide des démarches mises en place.

Événements de l'Action Tank

- **Plénière du 25 septembre 2017 : « Les contrats à impact social en France : enjeux, implications et perspectives de développement en France »**

L'objectif de la plénière 2017 était de revenir sur les enjeux liés à l'introduction des contrats à impact social (CIS) en France, et de faire un point sur la mise en œuvre des premiers contrats.

Après une introduction sur les principes clefs des contrats à impact social et la façon dont ils ont été mis en œuvre par l'Action Tank, différents experts ont été invités à participer à des tables rondes pour donner leur vision des CIS. Parmi eux, Thomas Boisson, de la Direction générale du Trésor ; Thomas Bosetti, de Médecins du Monde ; Philippe-Henri Dutheil, avocat chez Ernst & Young ; Benjamin Le Pendeven, professeur à Audencia Nantes ; Nicolas Hamel, ADIE ; Pauline Johner-Heuzé, Fonds B ; Laurence Mehaignerie, Citizen Capital ; Mélanie Ponson, (IM)PROVE.

La première table ronde portait sur les enjeux philosophiques liés à l'importation des CIS en

France, notamment leur différenciation par rapport à d'autres mécanismes de financement reposant sur des partenariats public-privé, le potentiel danger d'un renoncement de l'État à ses propres capacités d'innovation, l'aspect contre-productif de l'évaluation.

La deuxième table ronde portait sur la mise en œuvre pratique des premiers CIS français. Les questions adressées aux experts portaient sur l'alignement des intérêts des différentes parties prenantes, difficile à négocier, le rôle de l'évaluateur dans la fixation des objectifs et la mesure des résultats, et l'internalisation des enseignements des expérimentations par la puissance publique (en vue de leur passage à l'échelle).

Un compte rendu plus détaillé des échanges est disponible sur le site de l'Action Tank.

- **Global Social Business Summit et Corporate Action Tank Summit – 6, 7 et 8 novembre 2017**

L'Action Tank a participé au *Global Social Business Summit* 2017 organisé à Paris. Les travaux de l'Action Tank ont notamment été présentés lors d'une table ronde animée par le Professeur Yunus, à laquelle participaient Martin Hirsch, Bénédicte Faivre-Tavignot et Jacques Berger, Laurent Auguste, Oliver Faust aux côtés de Saskia Bruysten. Par ailleurs, une présentation du Club Mobilité a été faite en atelier devant une trentaine de participants, et notamment quelques entreprises étrangères.

Dans la continuité du *Global Social Business Summit*, l'Action Tank co-organisait avec le *Yunus Social Business* une journée d'études avec les Action Tank existants ou en cours de développement dans le monde. Des représentants d'Espagne, d'Italie, du Brésil, de l'Inde, de Belgique, d'Allemagne étaient présents. La matinée a permis de présenter les principales organisations de type « Action Tank », leurs modes de fonctionnement et quelques projets emblématiques, tandis que l'après-midi a été organisée sous forme de *bar camp* autour de discussions sur les modèles d'accompagnement des acteurs, la place de pouvoirs publics dans les projets ou encore les différents modèles économiques.

- **Lettre ouverte au Président de la République**

Une lettre ouverte signée par Martin Hirsch, Emmanuel Faber et les différentes entreprises de l'Action Tank a été remise au Président de la République. Par la suite, des contacts ont eu lieu à différents niveaux du gouvernement afin de faciliter des projets de social business.

Prospectives 2018

Développements

Les objectifs que l'Action Tank se fixe pour l'année 2018 sont détaillés dans la suite du document, projet par projet.

En dehors de ces éléments spécifiques au rythme de développement de chaque projet, l'Action Tank se fixe les priorités suivantes pour 2018 :

- Valoriser les programmes de l'Action Tank auprès des pouvoirs publics : à la suite de la lettre ouverte au Président de la République, signée par les deux co-présidents de l'Action Tank et les principales entreprises de l'Action Tank en octobre 2017, un certain nombre de programmes de l'Action Tank pourraient voir leur déploiement fortement accéléré grâce au soutien des pouvoirs publics.
- Poursuivre les travaux engagés fin 2017 en vue de la constitution d'un fonds d'investissement Action Tank : sur certaines thématiques, le changement d'échelle de nos programmes, fondamental pour finaliser la démonstration de l'utilité sociale & économique de nos approches, doit s'appuyer sur la constitution de société commerciale. Le fonds d'investissement Action Tank aura pour objectif d'apporter les financements nécessaires à la constitution de ces sociétés. La première étape consistera à conclure un accord avec une société de gestion pour, dans un deuxième temps, présenter ce projet à des investisseurs intéressés par la double démarche sociale et économique de nos projets
- Apporter sa contribution au fonctionnement « normal » du Movement for Social * Business Impact : après avoir défini au cours de l'année 2017 les grands axes de sa gouvernance, l'année 2018 doit être la première année d'un fonctionnement du MS*BI en vitesse de croisière.

Avancement des projets

- Programme Malin
- Optique Solidaire
- Mobiliz – Garages Renault Solidaires
- Club Mobilité
- Construction neuve de logements abordables
- Rénovation des copropriétés fragiles
- Accès direct au logement pour les sans-domicile
- Solitude des Seniors
- Assurance Multirisque Habitation
- Accès à l'emploi
- Action Tank Afrique

Programme Malin

L'enjeu

Chaque année en France, 160 000 enfants environ naissent dans des familles vivant sous le seuil de pauvreté. Cela représente 1 enfant sur 5 (rapport UNICEF France, juin 2015). Deux problématiques se posent:

- Les produits de nutrition infantile sont une charge significative dans le budget des familles concernées.
- Les conseils reçus liés à la nutrition ne sont pas toujours adaptés à leur situation.

Face à ces constats, plusieurs partenaires, dont des associations de pédiatres, la Croix-Rouge Française et Blédina ont souhaité mettre en œuvre un projet co-construit avec les familles bénéficiaires et les structures de terrain. D'abord hébergé par la Croix-Rouge Française dès 2010, une association loi 1901 a été créée en 2015 pour accélérer le développement du projet.

L'offre proposée

Dans un objectif d'amélioration de la santé d'enfants de moins de 3 ans nés dans des familles en situation de précarité, le Programme Malin propose pour les familles ciblées de les accompagner sur les problématiques d'alimentation de leur enfant à travers des messages et conseils pratiques (guides, newsletters et site web). Le programme développe aussi des partenariats avec des entreprises pour donner accès à des offres à moindre coût de produits d'alimentation infantile pour les 6 à 24 mois ou d'outils électroménagers essentiels au « fait-maison ».

Les partenaires

Le Programme Malin s'appuie sur les deux sociétés savantes de pédiatrie, une association, Croix-Rouge Française, et des partenaires entreprises, Blédina, Seb, Sodexo. Au niveau local, il s'appuie un réseau dense et diversifié d'acteurs de la santé, de la petite enfance et de la solidarité (associations caritatives, CCAS, etc.) avec le soutien notamment des CAF de ces territoires.



DONNÉES CLÉS

2010

lancement du programme

1/5

enfant vit sous le seuil de pauvreté

15 à 20€

d'économies par mois sur les produits d'alimentation infantile

11 000

familles inscrites fin 2017

4

territoires pilotes (Loire-Atlantique, Isère, Rhône, Savoie)

Réalisations 2017

L'accompagnement de l'Action Tank en 2017 a notamment porté sur :

- La consolidation du modèle de recrutement ;
- La mesure d'impact grâce à l'analyse des données d'inscription et d'utilisation des dispositifs mis en place par les partenaires ;
- La préparation du plan de déploiement à grande échelle et les conditions nécessaires à sa mise en œuvre.

Le Programme Malin a pu inscrire 4 630 nouveaux enfants (2050 en 2016) et atteindre ainsi les 10 000 enfants inscrits depuis le début de l'expérimentation. Dans une optique de consolidation du modèle mixte entre le recrutement via les canaux digitaux (emailing CAF, entreprises partenaires, etc.) et les structures locales (de la petite enfance, de la santé ou de la lutte contre la précarité), le programme Malin avec le soutien de l'Action Tank et du centre SnO a mené une étude académique sous la direction de Marieke Huysentruyt pour améliorer le contenu des emails adressés aux familles pour inciter les familles éligibles à l'inscription et lutter contre le non recours. Cette étude a pu être réalisée dans un premier temps grâce à la CAF de Savoie qui a permis de faire les premiers tests et ajustements, et dans un second temps grâce à un nouveau partenariat avec la CAF de Seine-Saint-Denis qui a permis d'envoyer les emails à 5 600 familles éligibles au Programme ayant un enfant entre 3 et 10 mois. En moyenne le taux d'inscription a doublé par rapport aux envois précédent passant de 9 à 18%. Grâce à ces résultats, nous avons pu identifier quels mécanismes cognitifs entraient en jeu dans ces communications et d'en proposer un nouveau contenu.

En lien avec le Programme Malin, l'Action Tank a aussi contribué à l'élaboration du plan de déploiement du programme se focalisant sur 15 territoires prioritaires (départements ou agglomérations). Ces 15 territoires représentent plus de 50% des enfants naissant dans des familles sous le seuil de pauvreté monétaire. Le programme ambitionne de déployer ces territoires avec 100 000 enfants inscrits depuis le lancement à l'horizon 2022.

Ambitions 2018

En 2018, le Programme Malin débutera son déploiement. Le premier territoire identifié est le département de Seine-Saint-Denis dont la CAF est déjà partenaire du programme.

L'Action Tank continuera d'accompagner le Programme Malin sur la mesure de l'impact et le modèle économique, et s'élargira :

- A la recherche d'un partenariat avec la CNAF, afin d'établir un contrat cadre dans lequel le Programme Malin souhaite contribuer aux programmes d'aide à la parentalité des CAF en diffusant son offre auprès des familles allocataires avec jeunes enfants ;
- Aux changements opérationnels qui seront mis en œuvre ;
- A la refonte du système informatique pour tenir compte des besoins de massifications et de réglementation de la protection des données.

Optique Solidaire

L'enjeu

En France, 8 millions de personnes vivent en-dessous du seuil de pauvreté et ont difficilement accès aux soins de santé. Les adultes presbytes devant être équipés de verres progressifs - la presbytie se développant vers 45 ans - et bénéficiant de l'Aide à l'Acquisition d'une Complémentaire Santé (ACS) renoncent souvent à s'équiper car leur reste-à-charge pour un équipement d'entrée de gamme de qualité est estimé à 230€, soit près de 2 mois de reste-à-vivre (ressources disponibles après paiement des charges contraintes).

L'offre proposée

Dans un objectif de faciliter l'accès aux soins optiques, Optique Solidaire propose un équipement de qualité avec un reste-à-charge nul ou faible et une consultation ophtalmologique sans dépassement d'honoraires sous moins de 3 mois. Cette initiative est le fruit d'une collaboration réunissant toute la filière optique afin de proposer un équipement complet (monture + verres progressifs de fabrication française).

Les bénéficiaires de l'ACS de 45 ans et plus assurés chez les complémentaires santé membres de l'association ont accès à l'offre grâce au bon Optique Solidaire qui leur est envoyé par courrier.

Les partenaires

Optique Solidaire mobilise des acteurs de l'ensemble de la chaîne de valeur de l'optique : des ophtalmologistes, 550 opticiens, 9 complémentaires santé, 5 fabricants de montures français, 1 verrier, et 1 entreprise spécialisée dans l'émission de titres de services. L'offre est aujourd'hui disponible à travers toute la France, via les 550 opticiens répartis à travers le territoire. Entre le lancement de l'offre en 2011 et fin 2017, 6 015 personnes ont été équipées.



DONNÉES CLÉS

2011

Lancement du programme

5 000 000

de personnes ont une vue mal ou pas corrigée en France

230€

de reste-à-charge moyen pour un équipement entrée de gamme

6 000

personnes ont été équipées grâce à l'offre Optique Solidaire

550

opticiens engagés aujourd'hui dans l'association sur tout le territoire métropolitain

Réalisations 2017

L'association avait engagé une réflexion d'ouverture du modèle de prescription dès le dernier trimestre 2016. L'objectif étant de compléter la cible initiale - personnes bénéficiant de l'ACS avec un contrat chez une complémentaire santé partenaire - avec une cible plus large. La création d'une plateforme digitale dont le but premier serait de lutter contre le renoncement aux soins optiques a donc été décidée.

Le cabinet de communication BETC a accompagné la démarche en proposant une ligne directrice et une identité : Y voir plus clair. fr

L'année 2017 a été l'occasion de réunir les différents acteurs partenaires autour de ce projet et de rédiger le cahier des charges détaillant les fonctionnalités-clés attendues :

- **Proposer de l'information synthétique** sur le parcours de santé visuelle en France pour tous les Français (consultation, ordonnance, choix des lunettes, remboursement...)
- **Proposer un simulateur** en fonction des revenus vers les aides/allocations publiques pouvant être mobilisées afin de lutter contre le non-recours, l'une des causes du renoncement aux soins de santé
- **Proposer un formulaire d'inscription** afin de bénéficier de l'équipement Optique Solidaire

Dans un premier temps, l'association a décidé de proposer l'inscription en direct aux personnes modestes n'ayant pas de contrat de complémentaire santé. Le seuil de revenu éligible, proche du seuil de pauvreté 2016 (1 008 € pour une personne seule) a été validé pour un premier essai. Plusieurs pièces justificatives de revenus sont autorisées dont l'avis d'imposition, l'avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu (ASDIR), le quotient familial (CAF) et l'allocation de solidarité aux personnes âgées. Ce nouveau processus de prescription directe sur ce public a été documenté avec la société de services Sodexo afin de s'inscrire le plus possible dans les processus existants.

Le conseil d'administration a validé ces différents éléments à mi-année et a voté une enveloppe globale afin de financer le développement technique et sa communication. Plusieurs prestataires ont été mis en concurrence afin de sélectionner le plus pertinent. En ce sens, un groupement de freelances, the Walking Nerds, a été sollicité afin de délivrer la plateforme en janvier 2018.



Ambitions 2018

2018 sera l'année officielle du lancement de www.yvoirplusclair.fr.

Le premier trimestre sera consacré à la stratégie de communication. Ceci intégrera à la fois la mobilisation des prescripteurs potentiels (travailleurs sociaux, ONG, associations...) mais aussi le support de relais institutionnels de type CNAMTS et Fonds CMU. Ce sera l'occasion de réunir une palette encore plus large d'acteurs pertinents réunis autour d'un objectif commun : la lutte contre le renoncement aux soins optiques. Cette année permettra également d'ajuster les différents choix qui ont été pris afin de suivre l'impact social du modèle et surveiller les prochains changements législatifs notamment avec la promesse présidentielle d'une offre à « 0 € de reste-à-charge ».

Mobilize – Garages Renault Solidaires



L'enjeu

L'incapacité de se déplacer, en particulier l'impossibilité d'acquérir ou d'entretenir un véhicule est un facteur important d'exclusion sociale et économique. L'observatoire de la mobilité estime à 15 millions le nombre de personnes en France qui rencontrent des difficultés de mobilité pouvant constituer un frein à l'insertion sociale. Par ailleurs, le coût de possession et d'utilisation d'une voiture pour les ménages précaires a été évalué à environ 3 700€/an, soit un budget conséquent pour des ménages qui sont au niveau du seuil de pauvreté.

L'offre proposée

Le groupe Renault a lancé le programme Mobiliz – Garages Renault Solidaires, pour faciliter l'accès à la mobilité des personnes en situation de précarité ayant besoin d'un véhicule pour trouver ou se maintenir en emploi. Le programme comporte 2 volets :

- Une offre d'entretien-réparation à prix réduits de 30% à 50% tout en bénéficiant des mêmes services que les autres clients. La différence de prix dépend du type de réparation et des tarifs de main d'œuvre habituellement pratiqués.
- Une offre de véhicules d'occasion à petits prix, révisés et garantis, compris entre 2 000€ et 4 000€.

Ces deux offres ont été complétées depuis par le Club Mobilité – voir fiche-projet du Club Mobilité.

Les partenaires

Le projet Garages Renault Solidaire s'appuie sur des prescripteurs tels que Pôle Emploi, FASTT et Restos du coeur.



DONNÉES CLÉS

2013

lancement du programme

310€

coût mensuel d'utilisation d'un véhicule ancien

30 à 50%

de réduction sur l'entretien et les réparations

1 700+

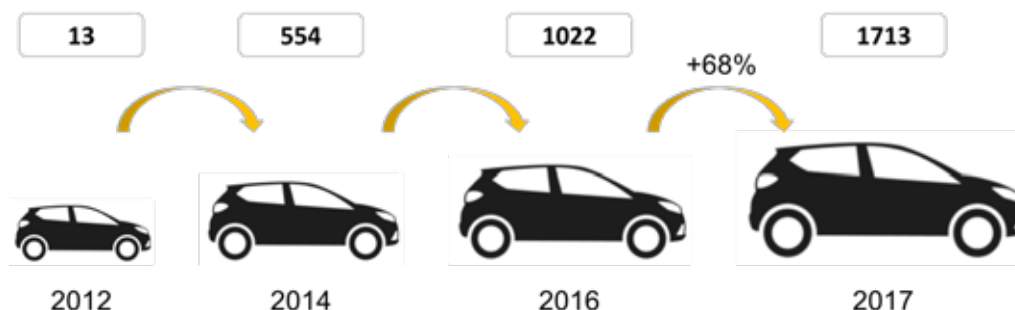
personnes orientées vers les garages en 2017

350

Garages Renault Solidaires sur tout le territoire métropolitain

Réalisations 2017

L'année 2017 a connu une forte hausse du nombre d'orientations par les prescripteurs vers les garages : 1 713 (68% de plus qu'en 2016). Ces orientations conduisent dans 30% des cas à une réparation, taux qui s'améliore lui aussi d'année en année (13% en 2014, 27% en 2015).



Ces résultats ont été naturellement rendus possibles par une densification du réseau des prescripteurs, notamment par l'arrivée de réseaux nationaux comme Pôle Emploi et les Restos du Cœur, mais aussi par la densification du réseau des Garages Renault Solidaire (346 GRS à travers la France)

Ce dynamisme du réseau des prescripteurs et garages est porté par des rencontres régionales qui permettent la rencontre mais aussi la co-construction de l'offre à travers des ateliers.

En 2017, 2 rencontres ont eu lieu pour compléter le tour de France bien avancé en 2016 : région Ouest à Rennes le 29 mars et à Bordeaux le 21 juin

Ces ateliers ont permis de lancer la réflexion sur 2 sujets phares de 2017 : le lancement du site web Mobiliz avec un backoffice et le lancement d'une plateforme téléphonique d'accompagnement et de prescription.

Le site Web www.mobiliz.group.renault.com a été lancé au dernier trimestre 2017. Il permet de dématérialiser la fiche de liaison entre prescripteurs et GRS. De plus, il permet à tout potentiel bénéficiaire, éloigné des réseaux de prescriptions classiques, de s'informer mais aussi de solliciter le service Mobiliz. Ce site Web est appuyé d'une plateforme téléphonique d'accompagnement et de prescriptions. Cette plateforme est animée par des bénévoles, salariés ou retraités de Renault.

Fin 2017, le programme Mobiliz est devenu le programme Mobilize, nom générique de toutes les actions portées par le groupe Renault au sein de la direction RSE.

Ambitions 2018

Pour l'année 2018, le programme Mobilize – Garages Renault Solidaires ambitionne de poursuivre sa progression du nombre d'orientations.

Pour cela, plusieurs travaux seront lancés :

- Terminer le déploiement en région du partenariat cadre avec Pôle Emploi pour mobiliser l'ensemble des agences et conseillers quant à la connaissance du dispositif.
- Créer une campagne de communication commune sur l'offre Après-Vente et l'offre LOA pour diffuser des supports (affiches, flyers, etc.).
- Améliorer le site web, ainsi que son intranet, pour favoriser son usage.
- Poursuivre les campagnes d'informations vers de potentiels futurs Garages Renault Solidaires.

Club Mobilité

L'enjeu

La mobilité a été identifiée comme un frein majeur à l'insertion socioprofessionnelle, une personne sur deux ayant déjà refusé un emploi ou une formation faute d'un moyen de transport adapté. Pour certains publics éloignés des réseaux de transport collectifs ou avec des horaires de travail atypiques, le véhicule personnel est nécessaire pour accéder ou se maintenir dans l'emploi.

En 2015, l'Action Tank réalise, avec le soutien du Boston Consulting Group, une étude sur le budget automobile des personnes en situation de précarité, qui met en lumière les conditions de marché auxquelles elles sont soumises :

- Un véhicule ancien a un coût d'usage moyen supérieur à celui d'un véhicule neuf d'entrée de gamme (coûts d'entretien et de réparation importants et volatils). Ce surcôt est estimé à 20-30% du budget automobile.
- Ces publics ne peuvent pas accéder au marché du véhicule neuf ou d'occasion récente car ils sont dans l'impossibilité de recourir aux financements classiques (crédit ou location avec option d'achat).

L'offre proposée

Le Club Mobilité vise à faciliter l'accès à un véhicule neuf aux publics fragiles et ainsi diminuer leurs coûts d'usage automobile, réduire l'anxiété lié à l'utilisation quotidienne du véhicule, et favoriser l'insertion ou le maintien dans l'emploi.

Le Club Mobilité propose un véhicule neuf (citadine Dacia Sandero ou utilitaire Renault Kangoo) en Location avec Option d'Achat (LOA) à destination des demandeurs d'emploi, des travailleurs précaires et des micro-entrepreneurs - mensualités à partir de 92€/mois. Le financement est assuré par microcrédit afin de garantir l'accessibilité. Les bénéficiaires ont aussi accès à des prix négociés pour l'entretien, l'assurance et le carburant.

Les partenaires

Le Club Mobilité s'appuie sur Renault, la Caisse d'Épargne (Parcours Confiance), l'ADIE, La Banque Postale IARD, Total, le FASTT et Pôle Emploi.



DONNÉES CLÉS

2015

lancement du programme

310 €

coût mensuel d'utilisation d'un véhicule ancien

20%

de réduction par rapport au coût mensuel d'un véhicule d'occasion

103

véhicules livrés depuis le lancement du programme

4

régions déployées en 2017

Réalisations 2017

L'année 2017 a été celle de la validation des objectifs pilotes et de la restructuration progressive du programme en vue du déploiement. L'objectif fixé de 50 véhicules Dacia Sandero livrés sur l'offre « particuliers » a été atteint durant l'été.



Le taux de transformation stable autour de 10-12% sur les régions déployées (Ile-de-France, Grand Est et Bretagne) confirme la pertinence de l'offre pour notre public. Les clients du Club Mobilité sont bien la cible identifiée : 32% de demandeurs d'emploi, 31% d'intérimaires, 17% d'entrepreneurs, 20% autres statuts (en formation, CDD ou CDI). Un tiers ont connu des difficultés bancaires aggravées et font l'objet d'un fichage par la Banque de France. Les premiers retours des bénéficiaires équipés soulignent un impact qualitatif positif sur l'insertion professionnelle (augmentation de revenus même si modérés, signature de nouveaux contrats de travail...).

Parallèlement à ces travaux sur l'offre pour les particuliers, nous avons poursuivi la mise en place de l'offre destinée aux professionnels (Dacia Sandero et Renault Kangoo) en identifiant les réseaux de prescripteurs pertinents (réseau Pôle Emploi et prestataires Activ'Créa). Une vingtaine de véhicules ont aujourd'hui été commandés par des professionnels (dont 13 Kangoo).



La seconde partie de l'année 2017 nous a amenés à repenser la structuration du Club Mobilité pour préparer le déploiement. Différents chantiers ont été lancés :

- Révision des processus pour améliorer l'efficacité et la pertinence du parcours client ; l'étape finale étant l'élaboration d'un outil de gestion client commun.
- Cadrage des procédures en cas d'incident et partage des risques (impayés, dommage véhicule, variation tarifaire...).
- Élaboration d'une nouvelle stratégie de communication accompagnée par Publicis.
- Définition du modèle économique et validation des premières sources de financement.

La dynamique de déploiement a ensuite été engagée hors du cadre du pilote (formation des directions régionales Pôle Emploi en Grand-Est et en Bretagne ; ouverture de la région Auvergne-Rhône Alpes).

Ambitions 2018

Les objectifs pour l'année 2018 sont :

- De créer la structure Club Mobilité autonome en assurant les conditions de son financement.
- De développer une plateforme numérique permettant de gagner en efficacité mais aussi en flexibilité pour mieux accompagner nos futurs bénéficiaires.
- De poursuivre le déploiement pour couvrir le territoire métropolitain d'ici la fin de l'année.
- De confirmer l'impact positif du programme avec un échantillon plus large.
- D'améliorer l'offre Club Mobilité en développant des offres innovantes sur le carburant et l'assurance, et en élargissant la gamme de véhicules proposée (véhicule électrique).

Construction de logements abordables

L'enjeu

En France, on constate une inadéquation quantitative et qualitative entre l'offre et la demande de logements abordables. Les bailleurs sociaux rencontrent des difficultés grandissantes, dans les zones tendues, à loger les ménages modestes et très modestes dans leur parc neuf, qui se caractérise par des niveaux de loyers plus élevés que dans le parc ancien amorti. Les niveaux de quittances sont trop importants, excluant de fait une partie grandissante des ménages modestes.

La démarche proposée

L'Action Tank propose de renverser le processus de conception d'opérations de construction de logements en partant des besoins de logement du territoire et en concevant un projet de logements adaptés aux publics ciblés. La production d'une offre de logements abordables est obtenue grâce à une démarche de pilotage collaboratif du projet par le coût global, tenant compte des contraintes et des objectifs de l'ensemble des parties prenantes (collectivité locales, pouvoirs publics, bailleur, constructeur, architecte, mainteneur, futurs habitants...).

La démarche d'expérimentation repose sur trois axes d'innovation :

- Une innovation de diagnostic des besoins de logement sur un territoire afin de proposer une programmation (typologies, surfaces, financements, produits) adaptée aux besoins locaux, en partenariat avec les acteurs du projet ;
- Une innovation de processus en modifiant la méthode de prise de décision en proposant une approche de coût global basée sur une co-conception multi-acteurs, et une totale transparence ;
- Une innovation en termes d'outils de modélisation coût global et de reste-à-vivre des futurs habitants.

Les partenaires

Cette démarche d'expérimentation repose sur de nombreux partenaires : constructeur (Bouygues Habitat Social), bailleur (ICF Habitat, Seine-Saint-Denis Habitat, Eure Habitat), collectivités territoriales (Guyancourt, Plaine Commune) institutionnels (ANRU), associations (Habitat et Humanisme).



DONNÉES CLÉS

2013

Lancement du programme

1 800 000

demandes de logement social
fin 2015

480 000

Ménages accèdent à un
logement social chaque année

10 à 20%

de baisse du coût du logement
pour les habitants atteint sur
nos opérations pilotes

350

soit le nombre de logements
construits ou en cours de
conception en Ile-de-France et
en Normandie

Réalisations 2017

L'Action Tank a dédié l'année 2017 à l'approfondissement du diagnostic territorial des besoins de logements, à la conduite des projets d'expérimentation en cours et à la recherche de projets complémentaires.

La méthode de diagnostic des besoins de logement a été développée au cours de l'année 2016 et expérimentée dans un premier temps sur trois communes (Grigny, Guyancourt, et Stains). Dans le cadre de ce dernier projet, nous avons identifié deux axes d'amélioration de la méthode :

- La prise en compte des plafonds de ressources des ménages demandeurs (PLAI, PLUS, PLS...) dans la détermination du nombre de logements accessibles pour chaque ménage ;
- L'approfondissement des pratiques d'attribution pratiquées sur la commune, en termes d'adéquation de compositions familiales et de typologies, et de critères d'attribution.

Les différentes évolutions ont été prises en compte dans l'actualisation des diagnostics sur les trois communes précitées et utilisées dans le cadre des diagnostics en cours. Enfin, une recherche spécifique a été réalisée en partenariat avec un bailleur social sur l'impact du choix des indicateurs et des seuils des critères d'attribution pour évaluer la solvabilité des ménages sur le niveau d'impayés. Cette recherche nous a permis de remettre en question certains critères couramment utilisés par les bailleurs sociaux et de proposer des évolutions, qui nous paraissent à la fois plus inclusives pour les ménages demandeurs et neutres pour les bailleurs en termes d'impayés. Une évaluation de l'impact du changement de critères sur les impayés sera réalisée par le bailleur partenaire sur deux années. Cette méthode a été partagée avec le Forum des Politiques de l'Habitat Privé, la Fondation Abbé Pierre, et dans le cadre d'une formation auprès d'une soixantaine de professionnels conduite par USH / HTC.

A la fin 2017, deux projets d'expérimentation sont en cours de finalisation, l'un dans le cadre d'une opération de conception-réalisation-exploitation-maintenance avec ICF Habitat à Paris 12ème, l'autre dans le cadre d'une co-conception en gré à gré avec Valophis à Guyancourt. L'évaluation de l'impact de chaque projet sera réalisée en 2018 et nous permettra d'identifier les conditions notamment juridiques les plus favorables à la baisse du coût global. Dans le cadre du projet du projet à Guyancourt, nous avons mis en œuvre une méthode de co-conception en organisant différents ateliers thématiques avec des participants très variés qui nous ont permis d'identifier et de valoriser des leviers d'économie.

Des diagnostics sur les besoins de logement ont été conduits sur les communes de Grigny et de Stains avec un objectif de démarrage d'ateliers en 2018. Enfin, des démarches ont été proposées et acceptées sur les communes d'Ivry et de Gennevilliers.

Ambitions 2018

En 2018, l'ambition de l'Action Tank est de :

- Déposer deux permis de construire ;
- Capitaliser sur ces deux projets en mesurant l'impact de la démarche par rapport à un projet classique ;
- Communiquer au sein des structures partenaires (bailleurs, Bouygues Habitat Social) en mobilisant davantage en interne durant les phases de conception ;
- Partager les enseignements avec des acteurs clés du secteurs (Ministère, USH).

Rénovation énergétique des copropriétés fragiles



L'enjeu

En France, on estime à 15% la part des copropriétés françaises très fragiles, soit près de 100 000 copropriétés et plus d'un million de logements.

La démarche proposée

Depuis 2013, l'Action Tank s'est attaché à développer un modèle économique rendant possible la rénovation énergétique et le rétablissement de la gouvernance de copropriétés fragiles avec un objectif de recours minimal aux subventions publiques. La démarche élaborée avec les différents partenaires s'appuie sur les principes innovants suivants :

- **La densification** : création de logements supplémentaires sur la parcelle en vendant les droits à construire pour financer une partie du coût de la rénovation, en complément des subventions « classiques ».
- **Un schéma juridique innovant** dissociant une phase de conception globale et une mise en concurrence sur des travaux : diminution de la durée du projet et visibilité accrue pour les copropriétaires sur le reste-à-payer final.
- **Un contrat de performance énergétique (CPE)** : optimisation du projet de rénovation afin de maximiser les économies d'énergie, garanties par un CPE, pour un reste-à-charge supportable par les copropriétaires.
- **Un financement sur-mesure** : remboursement des emprunts calé sur les économies de charges garanties afin de financer une partie du reste-à-charge.
- **La mobilisation des habitants** : accompagnement en amont, pendant et après les travaux pour permettre l'appropriation du projet, diminuer au maximum les charges – accompagnement sur les usages individuels et collectifs – et remettre en place une bonne gouvernance.

Les partenaires

Cette démarche repose sur un partenariat avec des entreprises (EDF, Bouygues-Batirénov, Caisses d'Épargne, Banque Postale, Veolia), des collectivités territoriales (Agence Locale de l'Énergie de Plaine Commune, Nantes Métropole, Clichy-sous-Bois), des institutionnels (ANRU), et des associations (Compagnons Bâtisseurs).

DONNÉES CLÉS

2014

Lancement du programme

110 000

Nombre de copropriétés fragiles en France

5 ans

durée minimale d'un projet de rénovation énergétique (schéma « classique »)

-60%

baisse de consommations énergétiques garantie sur le projet pilote

3

opérations pilotes en cours d'accompagnement en Ile-de-France et Pays-de-la-Loire

Réalisations 2017

2017 a été une année riche en enseignements :

- L'Action Tank a pu expérimenter sa démarche sur un premier site pilote à Clichy-sous-Bois (93), retenu à l'appel à manifestation d'intérêt national « Ville durable et solidaire » lancé par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU). La candidature de la ville portait sur un projet de rénovation d'une copropriété de 30 logements. Toutes les études techniques (énergétiques, architecturales et juridiques) ont été remises à la copropriété :
 - Les copropriétaires ont le choix entre 3 scénarios de travaux chiffrés proposant 3 garanties de performance : 35% d'économie d'énergie, 45% ou 60%.
 - Le potentiel de surélévation a été abandonné pour cause de non rentabilité.
 - Le potentiel d'extension sur le parking a été validé et les simulations ont pris en compte les problématiques de stationnement, le plan local d'urbanisme (PLU) et les desirata des copropriétaires.

Les premiers apprentissages ont été consignés dans un guide méthodologique remis à l'ANRU. La rédaction de ce document a également permis de simuler l'impact du CPE dans le financement des ménages avec la Caisse d'Épargne. Un premier travail a démontré la possibilité de dégager un microcrédit habitat exceptionnel d'une valeur comprise entre 2 000 et 10 000 €, suivant les profils des ménages, afin de financer les travaux.

- Evry (91) : Les travaux sur une copropriété de plus de 500 logements à Évry (91) se sont poursuivis. Les études ont montré qu'une densification de la parcelle pouvait financer entre 20 et 25% du coût total de la rénovation énergétique. Suite à l'attente d'une décision politique de la Ville (renouvellement du dispositif OPAH-CD), le projet est temporairement suspendu.
- Saint Denis (93) : une convention de partenariat a été signée par la copropriété de plus de 130 logements et le groupement réunissant l'architecte Lair & Roynette, le bureau d'études Élan et la maîtrise d'œuvre Bati-Rénov. Les premières réunions de conception ont eu lieu afin de co-concevoir le programme de travaux avec le syndic bénévole en partenariat avec l'Agence Locale de l'Énergie de Plaine Commune (ALEC).
- Appel à projet ANRU + : l'Action Tank a été retenu avec 17 autres acteurs dans l'initiative « Inclusion et numérique Grand Bellevue » portée par Nantes Métropole. La phase de maturation a débuté à la fin du 2ème semestre 2017.
- Appel à projet Contrats à impact social : retenu comme lauréat à un appel à projet national en 2017, l'Action Tank a proposé à l'ANAH (tiers payeur potentiel) une expérimentation du modèle sur 20 copropriétés. Les modalités de ce projet sont en cours de discussion.

Ambitions 2018

L'Action Tank souhaite :

- Concrétiser le projet pilote à Clichy-sous-bois : le premier semestre sera l'occasion d'organiser l'Assemblée Générale Extraordinaire (AGE) de la copropriété afin de valider un des trois scénarios-travaux documentés par le Groupement et un projet d'extension proposé par un promoteur immobilier. Suite à l'AGE, un appel d'offres pour la phase de travaux devra être lancé.
- Expérimenter sa démarche sur différents sites pilotes aux caractéristiques hétérogènes en termes de nombre de logements et de niveaux de fragilité (Évry, Nantes, Saint Denis, Contrats à impact social).

Accès direct au logement pour les sans-domicile



L'enjeu

En France, les personnes sans domicile doivent passer par un parcours d'insertion complexe et contraignant avant d'accéder à un logement autonome, pérenne, de droit commun. Ce parcours prend la forme d'un escalier, allant de l'urgence au logement temporaire, en passant par l'hébergement d'insertion. Les mobilités le long de cet escalier sont bloquées, du fait d'une rareté de l'offre mais aussi du fait d'une inadaptation qualitative des dispositifs. Beaucoup de ménages se retrouvent à la rue ou dans des dispositifs d'hébergement pendant de longues années, sans perspective de sortie, ce qui conduit à une dégradation de leurs conditions d'existence, et ce qui constitue un coût important pour la société.

La démarche proposée

L'Action Tank propose une solution alternative au système de prise en charge des sans-domicile tel qu'il existe aujourd'hui. Cette solution s'inspire du modèle *Housing First*, né aux États-Unis dans les années 1980. Ce modèle consiste à proposer un accès direct à un logement pérenne à des sans-abri chroniques souffrant de troubles psychiques et d'addictions, et un accompagnement adapté à leurs besoins. Avec un objectif de favoriser l'entrée direct au logement pérenne des ménages sans-domicile en les accompagnant selon leurs besoins et en améliorant l'efficacité des dispositifs pour la société, l'Action Tank souhaite tester la généralisation de l'approche « logement d'abord » en France.

Les partenaires

Cette démarche d'expérimentation repose sur un partenariat fort avec l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives, des institutionnels (DIHAL, DGCS), des associations (FAS, Fondation Abbé Pierre), des collectivités territoriales (Eurométropole de Strasbourg).

DONNÉES CLÉS

2016

Lancement du programme

141 500

nombre de sans-domicile en France en 2012

35%

des sans-abri à la rue aujourd'hui seront à la rue dans 5 ans

85%

taux de maintien dans le logement des sans-abri relogés via la méthode *Housing First*

1

territoire pilote accompagné (Eurométropole de Strasbourg)

Réalisations 2017

Le premier semestre 2017 a été consacré à la poursuite du travail de plaidoyer en faveur du modèle logement d'abord initié en 2016, et à la recherche d'un protocole d'expérimentation adapté. Ces actions ont été menées en partenariat avec l'Agence nouvelle des solidarités actives (Ansa), une association œuvrant dans le champ de la lutte contre la pauvreté en France.

En mars 2017, l'Action Tank et l'Ansa ont publié un rapport intitulé « *Le logement d'abord : et après ? Bilan et perspectives de généralisation du logement d'abord en France* », faisant le bilan des initiatives Housing First françaises et étrangères et plaidant pour un passage à l'échelle du modèle logement d'abord en France. Il s'est appuyé sur les travaux respectifs des deux structures et sur des entretiens réalisés avec de nombreux acteurs de l'hébergement et du logement accompagné, rencontrés courant 2016. L'une des conclusions importantes du rapport était que l'approche logement d'abord devait être expérimentée à l'échelle d'un territoire, sur un large panel de personnes sans-domicile.

Parallèlement, l'Action Tank a pris contact avec l'Eurométropole de Strasbourg pour lui proposer un protocole d'expérimentation visant le relogement de 300 ménages sans domicile présentant des besoins d'accompagnement diversifiés, sous forme de contrat à impact social. Le dossier n'a pas été retenu dans le cadre de l'appel à projet pour les contrats à impact social lancé par le gouvernement, car le projet ne ciblait pas un public présentant une problématique spécifique. Le fait que la candidature n'ait pas été retenue a permis à l'Action Tank et aux acteurs de Strasbourg de revoir leur approche courant mai 2017, en la réorientant vers une démarche de transformation globale du système d'hébergement local visant un accès plus direct à un logement pérenne. La logique sous-jacente étant que le modèle avait déjà fait ses preuves à l'échelle expérimentale et qu'il s'agissait désormais d'accompagner l'ensemble des acteurs de la collectivité à transformer leurs pratiques. Cette démarche a trouvé son écho dans le plan quinquennal pour le logement d'abord lancé par le gouvernement en juillet 2017, ouvrant la voie pour une territorialisation de l'approche en fonction des contextes locaux. Le deuxième semestre 2017 a donc été consacré à l'accompagnement de l'Eurométropole de Strasbourg (et les services déconcentrés de l'État du Bas-Rhin) dans la construction d'un plan d'action pour mettre en œuvre le « logement d'abord » à l'échelle de cette intercommunalité. Cette étude a été réalisée en partenariat avec l'Ansa, avec des financements de la métropole et de la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS). Elle s'est déroulée en deux phases, la première étant consacrée à l'état des lieux du système existant, et la deuxième consacrée à la construction d'une feuille de route détaillée et chiffrée. Cette étude, validée par les élus de Strasbourg, a servi de support à la réponse de l'Eurométropole de Strasbourg à l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) lancé par le gouvernement en novembre 2017 en vue de sélectionner des territoires de mise en œuvre accélérée du logement d'abord. En cas de sélection, cet AMI permettrait de libérer de nouveaux budgets nécessaires pour financer la transition d'un modèle à un autre.

Ambitions 2018

L'Action Tank affiche une triple ambition pour 2018 :

- La poursuite du travail sur les territoires, en continuant d'accompagner Strasbourg dans l'opérationnalisation de la feuille de route, et en accompagnant d'autres territoires intéressés par la mise en place d'une stratégie « logement d'abord » dans une logique systémique.
- L'accompagnement d'un ou de plusieurs acteurs associatifs dans la mise en œuvre d'une logique logement d'abord à l'échelle de leurs services.
- La création d'une communauté large d'acteurs fédérés autour de l'essaimage du modèle logement d'abord en France. Cette communauté s'appuiera sur la capitalisation et la diffusion de savoirs et d'outils (site internet).

Solitude des seniors

L'enjeu

La très grande majorité des personnes âgées souhaite vieillir le plus longtemps possible chez elles et l'adaptation du cadre de vie est un des facteurs qui permet de rester autonome dans son logement. Plusieurs problématiques sont rencontrées par les seniors autonomes modestes :

- Les ressources financières diminuent fortement (passage à la retraite, perte de conjoint, ...)
- Le logement est de moins en moins adapté aux besoins.
- De nouveaux besoins apparaissent avec l'âge (services).
- Le risque d'isolement s'accroît avec l'âge.

La démarche proposée

L'objectif du programme expérimental est de financer une **identification proactive des seniors seuls et fragiles** et une **action collaborative entre les acteurs de territoire** visant à accompagner au vieillissement à domicile. En déployant une méthode globale et multidimensionnelle combinant l'adaptation du logement, une animation sociale et des services adaptés, l'Action Tank a pour objectif d'améliorer le parcours de vie et le capital social des seniors seuls et fragiles à domicile.

Une première phase de **diagnostic de territoire** (3 mois) permet de déterminer le périmètre d'intervention et de mobiliser les acteurs du territoire, et repose sur un **état des lieux** des services existants et une **analyse de la situation initiale** des personnes ciblées et de leurs **besoins**.

Une deuxième phase repose sur la mise en place d'un protocole d'intervention fondé sur deux principes :

- La réorganisation des services d'accompagnement via une meilleure coordination des actions existantes et / ou une création de nouveaux services en cas de besoins recensés notamment sur l'adaptation du logement, l'accessibilité aux services et le lien social ;
- Une proactivité de ces services en direction des personnes âgées cibles.

Les partenaires

Cette démarche repose sur un partenariat avec le bailleur social Finistère Habitat, l'institut de recherche IRDES, et des institutions (CNAV).

DONNÉES CLÉS

2016

Lancement du programme

1/2

retraité vit seul

80%

des seniors souhaitent vieillir à domicile

35%

soit la part des + de 65 ans dans le parc social en 2035

1

bailleur social partenaire

800

soit le nombre de locataires visés dans le cadre de notre projet pilote dans le Finistère

Réalisations 2017

Plusieurs terrains d'expérimentation avaient été pré-identifiés en 2016, et c'est le projet avec Finistère Habitat (FH) qui a le plus avancé dans le courant de l'année 2017. Entre Janvier et juin, l'Action Tank a échangé avec FH sur les modalités du projet visant à **lutter contre la solitude des personnes de plus de 60 ans habitant le parc du bailleur** à travers : (1) une identification proactive des personnes fragiles, (2) l'information des habitants sur les dispositifs/services existants, (3) une mise en lien avec les acteurs adéquats et (4) un suivi dans le temps à travers des visites et/ou activités organisées par le chargé de clientèle de FH. Deux communautés de communes ont été choisies comme premiers terrains d'expérimentation (Pays de Landerneau Daoulas et Haut Léon). En juin, une consultation des acteurs du territoire engagés auprès des seniors a été initiée, puis un comité de pilotage les regroupant a été mis en place en septembre. Le diagnostic territorial a été effectué avec l'élaboration d'une cartographie des acteurs et des actions. Les habitants ont été consultés à travers une enquête diffusée en décembre.

Le projet avec l'AMLI (association du réseau de bailleurs sociaux Batigère) consiste à lutter contre la solitude des seniors à travers (1) une adaptation/mutation de logements, (2) l'accès à des services (gratuits de préférence) et (3) l'animation sociale du quartier. Les discussions ont repris en novembre en vue de présenter le projet aux Directeurs Généraux de 2 bailleurs du réseau (Batigère et Batigère Ile-de-France) ainsi que le Directeur Général de l'AMLI.

Au cours du premier semestre, l'Action Tank a monté un dossier de contrat à impact social en proposant un dispositif de lutte contre la solitude des personnes âgées à travers une méthode intergénérationnelle et multidimensionnelle (lien social, services, habitat). Le dossier n'a pas été retenu à l'appel à projet lancé par le ministère de l'Économie Sociale et Solidaire. Cela s'explique par la réticence des agences CNAV et CNAM à utiliser à l'outil de contrat à impact social, avec une préférence pour un financement direct de l'innovation sous forme de subventions. Toutefois, cette candidature nous a permis de mener un travail de chiffrage des économies potentielles en matière de dépenses en consommation de soins avec Nicolas Sirven, chercheur spécialiste du vieillissement et économiste de la santé de l'IRDES. Dans la continuité du projet de contrat à impact social, un projet d'expérimentation sur un territoire (ville, agglomération ou département) avec une CARSAT (Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail) a été discuté avec la direction de l'action sociale de la CNAV, AG2R (co-financeur) et l'IRDES (évaluateur).

Ambitions 2018

L'Action Tank affiche une triple ambition pour 2018 :

- **Finaliser le diagnostic territorial** avec l'analyse du questionnaire et l'élaboration de la fiche de poste du chargé de clientèle de FH et lancer l'expérimentation au T2 2018 ;
- **Commencer le diagnostic territorial en Ile-de-France** et dans l'Est avec l'AMLI au S1 2018 pour lancer l'expérimentation fin 2018 ;
- **S'accorder avec la CNAV** sur un territoire afin de commencer le diagnostic territorial, puis lancer l'intervention courant 2018.

Assurance Multirisque Habitation

L'enjeu

L'assurance multirisques habitation (MRH) est un produit complexe et non unifié. Les assureurs ont tous des méthodes différentes de couvrir les risques. Les produits proposés peuvent être standardisés (une typologie = un prix) ou très affinés, les conditions générales spécifiques à chaque assureur, les capitaux de garanties variables selon les sinistres.

Plaine Commune Habitat (Office Public d'Habitat) s'est adressé à l'Action Tank suite à 2 constats :

- Beaucoup de locataires du parc HLM sont soit désassurés faute de moyens, soit surassurés ce qui les pénalise en diminuant leur reste-à-vivre
- Très peu de solutions existent pour améliorer le reste-à-vivre des habitants du parc social.

L'offre proposée

L'Action Tank a développé ce projet afin d'améliorer l'accès à une assurance habitation en proposant un contrat offrant des garanties adaptées à prix réduit. Le produit d'assurance Multirisque Habitation (MRH) est un produit proposé par Rodassur, un courtier en assurance local (Saint Denis) en partenariat avec le Club des Locataires (CDL).

Cette association locale formée par et pour les habitants de Plaine Commune Habitat (PCH) a pour vocation d'améliorer leur reste-à-vivre par la force du nombre. Cela passe par la négociation de prix et d'avantages avec les commerçants locaux, les artisans du territoire et les associations culturelles.

Le prix de l'assurance MRH a été négocié sans dégrader les garanties. Les capitaux garantis sont également adaptés. L'offre est simple avec un prix unique par typologie de logement, conformément aux attentes des habitants, et un zonier de sinistralité unifié sur tout le parc de PCH. La prescription de l'assurance s'appuie sur l'implication des locataires à travers le CDL. De ce fait, le bouche-à-oreille encadré de permanence du courtier dans les locaux du CDL garantit un taux de transformation maximum pour ce contrat d'assurance.

Les partenaires

Cette démarche repose sur un partenariat fort avec le bailleur social Plaine Commune Habitat et son Club des Locataires, Rodassur, et la Banque Postale.



DONNÉES CLÉS

2016

Lancement du programme

17 500

nombre de logements sociaux dans le parc de Plaine Commune Habitat

50%

d'économies sur un contrat d'assurance MRH classique

230

contrats MRH signés

900

adhérents au Club des Locataires

Réalisations 2017

L'assurance MRH proposée par un courtier de Saint Denis, Rodassur (produit AXA), qui connaît bien ses clients et les problématiques du territoire concernant les logements, et en particulier la sinistralité. L'offre MRH (disponible sur le site internet du Club des Locataires) comprend :

- Des tarifs uniques très préférentiels
- Des garanties adaptées
- Des capitaux de garantis ajustés
- Une franchise unique

L'offre d'assurance MRH a été lancée fin 2016 et 2017 a rendu concret ce partenariat. Des actions de promotion ont été mises en place, notamment à destination des nouveaux locataires pour en favoriser la connaissance.

Parallèlement, l'Action Tank a repris les pistes initiées lors du groupe de travail en 2015 avec La Banque Postale (LBP) afin d'élaborer un plan d'action pour améliorer la gestion des sinistres.

Les axes à aborder sont :

- La prévention : proposition de mettre à disposition des outils pédagogiques de prévention de sinistres et de gestion des sinistres de manière efficace (supports vidéo, affiches, tutoriels, ...) par LBP ;
- Le produit d'assurance MRH : mise au point d'une offre d'assurance MRH par LBP compétitive ou complémentaire de l'offre MRH proposée actuellement ;
- La gestion des sinistres : reprise des travaux avec PCH/CDL/ATK/LBP pour approfondir la réflexion sur l'amélioration de la gestion des sinistres selon les 4 axes suivants :
 - Prévention du sinistre
 - Déclaration du sinistre
 - Travaux après le sinistre
 - Rétribution sur la prime si amélioration du ratio S/P (Sinistres sur Primes).

Ambitions 2018

En 2018, les travaux initiés avec LBP se poursuivront dans l'objectif concrétiser un produit d'assurance innovant, notamment sur la gestion des sinistres.

L'enjeu

En France, 65% des actifs sont au chômage ou en ont déjà fait l'expérience. Parmi les chômeurs, 44% le sont depuis plus de deux ans. Cette situation concerne particulièrement les moins qualifiés qui sont souvent les plus touchés par la pauvreté. Pourtant, beaucoup d'entreprises ont des difficultés de recrutement, et près de 200 000 offres d'emploi ne sont pas pourvues. Au-delà d'une inadéquation des compétences, d'autres facteurs semblent jouer : d'une part, les entreprises peinent à formuler leurs besoins de recrutement et à rendre accessibles leurs offres ; d'autre part, les demandeurs d'emploi cumulent un certain nombre de freins (confiance en soi, réseau, mobilité, garde d'enfants, logement) qui les empêchent d'y répondre. Aujourd'hui, de nombreux dispositifs existent, mais ils ne sont pas forcément bien articulés, connus du public, ou suffisamment évalués. L'enjeu pour l'Action Tank est de s'appuyer sur l'offre existante pour proposer un accès à l'emploi durable, en s'adaptant aux besoins des entreprises et des territoires. L'objectif est de replacer l'entreprise au cœur de la réponse.

La démarche proposée

Plusieurs groupes de travail ont été réalisés pour mieux cerner les différentes problématiques (métiers en tension, clauses sociales, passerelles entre structures d'insertion et entreprises classiques) et repérer les pratiques prometteuses (parrainage, entrepreneuriat). Les entreprises membres de l'Action Tank ont identifié les axes de travail qui leur paraissaient pertinents.

Les axes de travail identifiés à ce stade sont les suivants :

- La mobilisation des savoir-faire techniques (formation) et du savoir-être, sans obligation d'embauche
- Le développement d'immersions pour découvrir des métiers (périodes de mise en situation professionnelle)
- La mobilisation des salariés en interne (parrainage...)
- La mobilisation de l'écosystème des clients/ fournisseurs
- La création de nouvelles activités
- La réponse plus qualitative à des clauses sociales d'insertion dans le cadre des marchés publics

Les partenaires

Cette démarche repose sur des entreprises (Total, Renault, Veolia, Sodexo), et une entreprise sociale (Saisis ta Chance).

DONNÉES CLÉS

2017

lancement du programme

65%

des actifs font ou ont fait l'expérience du chômage

44%

des chercheurs d'emploi le sont depuis plus de deux ans

15%

des 15-29 ans ne sont ni en emploi, ni en étude, ni en formation (NEETs)

3

soit le nombre de projets accompagnés

Réalisations 2017

Au premier semestre 2017, plusieurs groupes de travail ont été réalisés pour mieux cerner les initiatives de différents acteurs en faveur de l'accès à l'emploi (clauses sociales, passerelles entre structures d'insertion et entreprises classiques, joint-ventures sociales, etc.) et repérer les mécanismes prometteurs (parrainage, formation, etc.) En juillet 2017, les entreprises membres de l'Action Tank ont chacune identifié les axes de travail qui leur paraissaient pertinents. Les axes de travail identifiés étaient les suivants :

- Le développement des savoir-faire techniques (formation) et du savoir-être, sans obligation d'embauche ;
- Le développement d'immersions pour découvrir des métiers (périodes de mise en situation professionnelle) ;
- La mobilisation des salariés en interne (parrainage...) ;
- La mobilisation de l'écosystème des clients/ fournisseurs pour maximiser les débouchés en matière de recrutement ;
- La création de nouvelles activités ;
- La réponse plus qualitative à des clauses sociales d'insertion dans le cadre des marchés publics.

Au deuxième semestre 2017, l'Action Tank a accompagné individuellement les entreprises volontaires pour explorer/ formaliser des projets d'expérimentation en matière d'accès à l'emploi pour les plus fragiles. Les projets les plus avancés à ce stade sont :

- Le projet de Total de créer un lieu d'orientation et de formation pour les jeunes défavorisés. L'Action Tank aidera Total sur l'identification des métiers en tension sur son territoire d'implantation, sur la réduction des coûts de formation et sur le suivi des résultats de l'expérimentation.
- Le projet d'Air Liquide de former des personnes éloignées de l'emploi aux métiers de la soudure, métier en tension au sein d'Air Liquide mais aussi auprès de ses clients et fournisseurs.

Parallèlement, l'Action Tank accompagne depuis juillet 2017 le développement de « Saisis ta Chance » (STC), une initiative d'accompagnement des chercheurs d'emploi s'appuyant sur un modèle bénévole ayant fait ses preuves, et reposant sur un modèle économique entrepreneurial. STC vise à aider le chercheur d'emploi à maximiser ses connaissances et surtout sa pratique des réseaux physiques et sociaux, outils majeurs dans la réinsertion. L'Action Tank apporte un appui à STC sur trois volets :

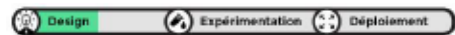
- Test de la viabilité du modèle économique ;
- Construction d'un tableau de bord des indicateurs clefs de l'expérimentation à suivre ;
- Aide à la mise en route du programme.

Ambitions 2018

L'ambition pour 2018 est de continuer à accompagner individuellement les entreprises sur leurs projets d'accès à l'emploi, et d'appuyer les entreprises les plus avancées dans la mise en place de leurs expérimentations.

A terme, des synergies pourront être trouvées sur des métiers en tension transverses aux entreprises, pour démultiplier les opportunités d'emploi durable au sein des entreprises et de leur écosystème de partenaires.

Action Tank Sénégal



L'enjeu

Cette initiative répond au souhait manifeste de plusieurs entreprises de pouvoir développer une démarche inspirée de celle de l'Action Tank dans le contexte de pays en voie de développement. Parmi les géographies possibles, le choix s'est porté sur l'Afrique de l'Ouest qui réunit des facteurs tels que l'importance des besoins, la proximité géographique et linguistique de la France, et la présence significative d'entreprises françaises.

La démarche proposée

Le Comité de pilotage de l'Action Tank du 6 juillet 2017 a validé la décision de lancer une initiative au Sénégal en partenariat étroit avec le Groupe Total. L'objectif est d'identifier et de lancer des projets répondant aux besoins et au contexte local, avec pour horizon la création d'un Action Tank Afrique de l'Ouest si la démarche rencontre le succès et l'écho nécessaire.

Un Chargé de Mission mène depuis mi-novembre 2017 un travail de terrain au Sénégal visant à identifier des projets concrets et des partenaires potentiels. L'objectif est également de recruter un(e) responsable local(e) qui prenne le relai durant le deuxième trimestre 2018.

Les partenaires

Cette initiative repose sur un partenariat fort avec le groupe Total, auquel pourraient s'adjoindre d'autres entreprises membres (ou non membres) de l'Action Tank présentes au Sénégal.

Réalisations 2017

La Mission terrain à Dakar a débuté mi-novembre afin d'étudier un certain nombre de domaines d'interventions : agriculture et agro-alimentaire, pêche et économie des zones côtières, déchets et économie du recyclage, accès à l'eau potable, accès à l'énergie, employabilité des jeunes et formation professionnelle, santé, production locale de biens de consommation courante.

Le Comité de pilotage du 4 janvier 2018 a été l'occasion de confirmer les priorités et mode d'action prioritaire et d'échanger sur les premières observations et les pistes de projets envisageables après quelques semaines de mission.

Ambitions 2018

En 2018, l'Action Tank a pour objectifs :

- De lancer deux ou trois initiatives concrètes fédérant des entreprises et des organisations travaillant localement au Sénégal autour de la création d'activités génératrices de revenus et contribuant à lutter contre des problèmes de société ;

- De recruter un(e) responsable local(e), idéalement d'origine ouest-africaine, comme chef de projet et représentant local ;
- D'avoir acquis une compréhension suffisante du contexte et des domaines d'intervention et créé des contacts permettant à l'Action Tank et à son/sa responsable local(e) de faire émerger d'autres projets par la suite.

Plusieurs projets possibles ont été identifiés et des partenariats sont à l'étude, notamment sur les sujets suivants :

- Accélérer la collecte de déchets plastiques pour favoriser l'économie du recyclage en maximisant l'utilisation de recyclé et en créant des emplois dignes ;
- Fédérer des entreprises autour de besoins de formations professionnelles pour créer des filières de formation adaptées menant les jeunes vers l'emploi ;
- Favoriser la commercialisation des produits de l'agriculture familiale et communautaire locale pour créer des revenus et lutter contre les conséquences environnementales de la pauvreté ;
- Développer des offres d'accès à l'énergie favorisant l'activité économique des communautés rurales ou côtières (solaire, biogaz...) ;
- Accélérer le déploiement de solutions d'accès à l'eau potable de qualité en créant des emplois locaux de distribution et de maintenance technique des installations.

Un processus de recrutement a été lancé au Sénégal pour un profil axé gestion de projet / social business, avec comme cible idéale un ou une sénégalais(e) avec 7 à 15 ans d'expérience.

Annexe : liste des membres cotisants en 2017

Entreprises membres

- Bouygues Bâtiment Ile-de-France, représenté par Stéphane Slama-Royer
- Danone SA, représenté par Emmanuelle Wargon
- EDF, représenté par Sylvain Decarne
- Essilor, représenté par Bernhard Nuesser
- Fédération Nationale des Caisses d'Épargne, représentée par Florence Rainex
- Fondation Rexel, représenté par Pascale Giet
- La Banque Postale, représenté par Mouna Aoun
- Orange, représenté par Francine Bavay
- Renault SA, représenté par Oliver Faust
- Schneider Electric, représenté par Gilles Vermot-Desroches
- Sodexo, représenté par Denis Machuel
- Total, représenté par Manoëlle Lepoutre
- Veolia, représenté par Laurent Auguste

Associations membres

- Croix-Rouge française, représentée par Françoise Fromageau
- Habitat et Humanisme, représenté par Bernard Devert

Certains particuliers sont aussi membres de l'association.

Action Tank Entreprise & Pauvreté

Retrouvez
l'actualité des programmes
sur www.at-entreprise-pauvrete.org



Suivez-nous sur :
[@ActionTankEP](https://twitter.com/ActionTankEP)

Partenaires fondateurs



Contact

contact@at-entreprise-pauvrete.org

